

Interdiction des licenciements !

Réquisition de Famar-Lyon

et de tous les moyens de production dont la population a besoin !

Combien de temps le gouvernement va-t-il continuer d'accorder des centaines de milliards d'euros aux banques... et de refuser de réquisitionner les usines nécessaires pour faire face à la crise sanitaire ?

Ainsi, qu'a fait le gouvernement Macron pour sauver l'usine **Famar-Lyon** menacée ? Rien !

Cette usine fabrique, au profit des géants pharmaceutiques comme Merck et Sanofi, **12 médicaments d'intérêt thérapeutique majeur** : des traitements cardio-vasculaires, antidiabétiques... ainsi que la **Nivaquine** (à base de chloroquine) et l'**Azithromycine** qui sont actuellement testés contre le Covid-19.

« Si notre entreprise ferme, qui fournira ces médicaments en France ? »

Les propriétaires successifs de Famar-Lyon, multinationales et fonds d'investissement en quête d'un maximum de rentabilité financière immédiate, l'ont conduite au redressement judiciaire en juin 2019.

Depuis un an, les **250 salariés** sont mobilisés avec leurs syndicats pour maintenir l'usine et tous les emplois (*). Mais le 3 juillet 2020, ils sont **menacés d'être licenciés**, avec **fermeture de l'usine**.

Un délégué syndical de Famar accuse : « *On ne parle de nous que parce qu'il y a la crise (...). Notre syndicat CGT a alerté l'État dès avril 2019 pour qu'il garantisse la pérennisation de notre activité (...) On avait manifesté plusieurs fois, vers les élus, vers Merck et Sanofi. On n'avait pas eu de soutien à ce moment-là (...). Le Ministère de la Santé n'a fait aucun retour* » (interview à lire en intégralité sur latribunedescanuts.fr).

« Ils sont bloqués par leurs stratégies capitalistes : répondre à quelques intérêts privés, pas à ceux des travailleurs »

Et ça continue ! Début avril, un fond d'investissement a fait une offre de reprise où « *seuls 50 salariés seraient conservés* ». Il ne s'agit que de « *profiter du buzz que suscite la chloroquine* » explique un délégué syndical.

En réponse, le syndicat CGT a lancé une pétition en ligne pour « *La nationalisation de FAMAR LYON afin de répondre aux besoins sanitaires et aux intérêts de santé publique* ».

Oui, un gouvernement soucieux de la santé de la population et des droits des travailleurs déciderait aujourd'hui en urgence **la réquisition** de l'usine Famar pour produire les médicaments nécessaires. Pour cela, il décrèterait **l'interdiction du licenciement** des salariés et la **nationalisation** de l'usine.

Réquisition des 400 milliards d'euros offerts aux banques !

Au lieu de cela, le gouvernement Macron-Philippe a fait voter le 19 mars à l'Assemblée nationale une loi de finances rectificative offrant 343 milliards d'euros aux banques et aux capitalistes pour « *préserver l'économie* ». Vote acquis à l'unanimité des 572 députés de tous bords. Oui, à l'**unanimité** ! Et depuis une nouvelle rallonge de 55 milliards est en préparation.

Alors... des députés et sénateurs appellent à « *sauver l'usine Famar-Lyon* » ? Mais ce sont les mêmes qui viennent de s'en remettre totalement aux banques, renonçant ainsi à ce que l'État joue son rôle : celui de sauver la population. Cette mascarade doit cesser : **réquisition des 400 milliards, réquisition des usines !**

Vous partagez ce combat ? Rejoignez le POID !

Signez la pétition de La Tribune des travailleurs sur tribunedestravailleurs.fr - **Abonnez-vous !**

Rejoignez le POID qui combat pour chasser le gouvernement Macron-Philippe, sa V^{ème} République et son Parlement croupion, pour une Assemblée constituante souveraine, pour un gouvernement ouvrier.